



De nombreux apprentis sont victimes de sexisme et d'homophobie



L'étude a été menée, entre 2019 et 2023, par le Service de la recherche en éducation (SRED), l'Université de Lausanne et le centre Lives auprès de plus de 2000 élèves de cinq centres de formation professionnelle (CFP). STEEVE IJUNCKER-GOMEZ

Une étude pointe des discriminations dans les écoles professionnelles et les entreprises, qui augmentent le risque de décrochage.

Rachad Armanios

Une étude souligne la réalité des discriminations sexistes et homophobes dans les écoles professionnelles et les entreprises formatrices. Elle insiste également sur leur poids dans le risque de

décrochage ou de réorientation des apprentis.

L'étude a été menée, entre 2019 et 2023, par le Service de la recherche en éducation (SRED), l'Université de Lausanne et le centre Lives auprès de plus de 2000 élèves de cinq centres de formation professionnelle (CFP) genevois.

Les premières conclusions ont été dévoilées mercredi dans le cadre d'une formation continue au CFP construction, au Petit-Lancy, qui concentre 93% de jeunes hommes. Une cinquantaine de professionnels du secondaire y ont assisté.

Adhésion au sexisme

Lavinia Gianettoni (UNIL/Lives) a d'abord distingué les filières masculinisées (construction, technique), mixtes (art, commerce) et féminisées (santé, social). Taïs Foretay (HEP Vaud/UNIL/Lives) souligne, pour sa part, que l'adhésion des élèves au sexisme, à l'homophobie et à la masculinité hégémonique est davantage prononcée dans les CFP à domination masculine, sans être absente des autres.

Elle cite un élève: «J'ai énormément d'amis qui sont très, très homophobes. Moi, je suis pas réellement homophobe, j'ai pas



non plus envie d'être avec eux (*les homosexuels*).»

Les femmes subissent davantage de violence. En particulier dans les filières à dominante masculine, dont l'une des volées montre qu'un quart des apprenties ont subi au moins une fois une agression physique; dans une autre, des violences verbales ont touché 43% des apprenties.

Les agressions sexistes se déroulent d'abord dans des contextes non liés à la formation professionnelle. Mais 20% des violences physiques se passent à l'école et 25% dans l'entreprise, alors que 25% des violences verbales ont lieu à l'école et 30% dans l'entreprise.

Aussi des enseignants

Élèves et collègues d'entreprise sont les auteurs majoritaires (30% des cas). Les membres du corps enseignant et les supérieurs hiérarchiques sont aussi pointés du doigt: ils sont identifiés comme auteurs dans 15% des agressions physiques et 10% des agressions verbales.

Ces chiffres préoccupent les chercheuses; ils s'ajoutent au silence ou à une minimisation de la part d'enseignants et supérieurs face à des situations.

Victime d'homophobie, une apprentie a rapporté que son responsable lui a conseillé de ne pas voir de la méchanceté en prenant les choses trop à cœur. Elle a été avertie trois fois pour son manque de motivation: «C'est normal. Quand on me lance des piques chaque jour, il n'y a plus de motivation.»

Les élèves non hétéros sont plus largement victimes de violences. Dans une volée, 25% des jeunes en ont subi (verbales et physiques). Des élèves qui ne sont pas homosexuels essuient aussi de l'homophobie en raison de leur apparence ou comportement assimilés à cette orientation.

Cacher son orientation

Enfin, la dissimulation de l'orientation sexuelle (une discrimination indirecte) est importante dans toutes les filières, particulièrement en entreprise dans les voies masculinisées et mixtes. «Dans certaines écoles, tu ne peux pas vraiment dire si tu es gay, lesbienne, bi, transgenre, car tu vas très vite te faire lyncher», témoigne un élève homosexuel.

Mais cette stratégie de défense ne met pas forcément à l'abri du risque de décrochage. Les jeunes non hétéros ont de façon significative davantage l'intention d'arrêter leur formation professionnelle.

Quant au harcèlement sexiste et sexuel, il peut aussi engendrer du décrochage ou des réorientations. Dinah Gross (UNIL/Lives/SRED) a ainsi relayé le point de vue d'une apprentie dans un garage, ne se voyant pas subir le climat sexiste de cette entreprise dans un futur quotidien professionnel. L'étude relève aussi les préjugés à l'encontre des hommes dans les professions féminisées.

«Sentiment d'échec»

«C'est terrible, ça donne un sentiment d'échec, mais ça renforce

d'autant plus notre volonté de combattre ces discriminations», confie à la «Tribune de Genève» Julien Frey, directeur du CFP construction.

Il rappelle que l'École genevoise et son établissement en particulier ne tolèrent aucune

discrimination. Il salue «cet état des lieux qui permettra d'agir avec d'autant plus de détermination, en travaillant notamment sur les dispositifs permettant de faire remonter les incidents». Car le petit nombre de signalements dans son établissement tranche avec les résultats de l'étude.

Dans l'aula, une enseignante (elle n'a pas précisé où elle travaillait) s'attendait à des chiffres plus élevés concernant les agressions verbales «au vu du nombre de «sales putes» et «pédés» qu'on entend dans les classes».

Une autre, en aparté, relève toutefois que la vague #MeToo «a un peu complexé la parole homophobe et sexiste. Mais à la salle des maîtres, j'entends encore que tel métier est un métier d'hommes...»

Du côté des solutions, les chercheuses ont insisté: ne pas laisser passer un seul mot de travers, même sous un prétendu humour. La réponse doit surtout être globale, via notamment des programmes scolaires inclusifs ou la formation du corps enseignant. Car «les conflits interpersonnels sont seulement la pointe de l'iceberg du système qui les rend possibles», conclut Edith Guilley (SRED).